



Edito

En cette rentrée, le ralentissement de l'activité se confirme et les entreprises font face à de nombreuses contraintes : manque de visibilité sur les carnets de commande, hausse des coûts et des taux d'intérêt, pression sur les marges, tension sur les trésoreries, complexité de la gestion de la ressource humaine...

Dans un contexte inflationniste, on peut noter que le maintien à un niveau élevé de la facture énergétique constitue, pour beaucoup de dirigeants, un frein majeur au développement. C'est pourquoi il est primordial de mettre en place une stratégie à la fois de diminution immédiate des coûts et de construction à moyen terme d'une filière complète de production au service des entreprises de notre pays.

Nous devons également surveiller attentivement les capacités d'investissement qui sont en train de chuter, en particulier chez les PME. Il est essentiel que les entreprises puissent trouver les ressources permettant de préparer l'avenir, d'affronter une concurrence mondiale de plus en plus intense et d'initier la transformation écologique indispensable à la croissance à long terme de notre activité économique.

Philippe GUERAND

Président de la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes

Situation de rentrée en demi-teinte

Comme l'annonçaient les résultats de l'enquête de janvier, l'activité des TPE-PME de la région a connu un net ralentissement au 1^{er} semestre. 35 % seulement des entreprises déclarent un chiffre d'affaires en hausse sur un an, sachant qu'il faut prendre en compte un important « effet-prix » dans le contexte inflationniste.

Si les freins au développement des TPE-PME, hormis le manque de vigueur de l'activité, sont en léger repli, les entreprises font toujours face à la hausse de leurs coûts (intrants, énergie, salaires), ce qui pèse fréquemment sur leurs marges.

Les perspectives d'activité restent moroses, notamment dans le tertiaire tourné vers les particuliers, où la hausse des prix freine la consommation des ménages. Globalement, les perspectives d'investissement sont également mal orientées.

Le pessimisme sur la situation économique générale est toutefois en recul.

Face à cette situation, les entreprises essaient de tirer parti de la conquête de nouveaux marchés au plan national.

L'emploi permanent des TPE-PME de la région reste toutefois bien orienté, que ce soit pour le bilan du semestre ou pour les perspectives d'ici la fin de l'année. Mais les difficultés de recrutement, en dépit d'un léger repli, restent latentes.



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL	1
L'ACTIVITE / Bilan du 1 ^{er} semestre.....	2
L'ACTIVITE / Les perspectives	3
L'ACTIVITE / Les freins	4
LA TRESORERIE, L'EMPLOI	5
INVESTISSEMENT ET PROJETS.....	6

LE CHIFFRE MARQUANT :
55 % des TPE-PME n'ont pas confiance dans la situation économique générale
 (- 12 points / janvier 2023)



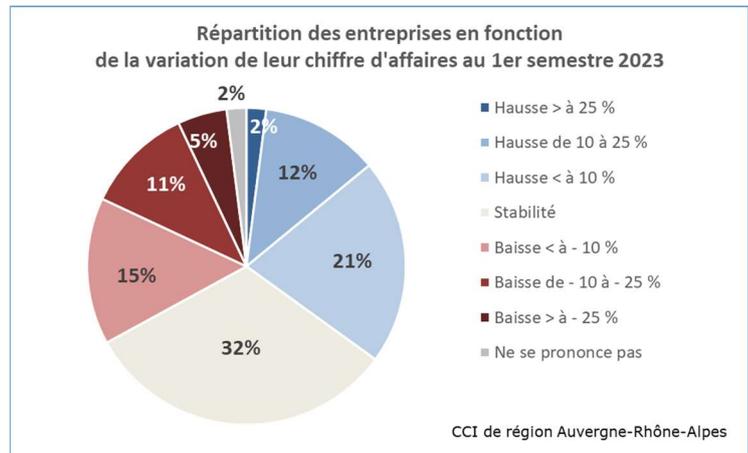
L'ACTIVITÉ / Bilan du 1^{er} semestre

Confirmation du ralentissement

En termes de variation du chiffre d'affaires sur un an, le 1^{er} semestre présente **un bilan contrasté** : les TPE-PME de la région se répartissent grosso modo en trois tiers entre progression du chiffre d'affaires, stabilité et baisse.

Les **entreprises en progression de chiffre d'affaires sont toutefois un peu plus nombreuses** (35 % contre 31 % pour les baisses), ce qui permet au solde « part des entreprises en hausse » - « part en baisse » de **demeurer positif à + 4**.

Ce solde apparaît néanmoins nettement **en retrait par rapport à celui du bilan 2022** (+ 30, avec 56 % des entreprises en hausse de chiffre d'affaires) ou du seul 1^{er} semestre 2022 (+ 21).



Pour les plus fortes variations de chiffre d'affaires (au-delà de 10 %), les parts des entreprises à la hausse et à la baisse sont proches : 14 % des entreprises en hausse de plus de 10 % (elles étaient 26 % en 2022) et 16 % des entreprises en baisse de plus de 10 % (10 % en 2022).

Au plan sectoriel, c'est dans le **tertiaire tourné vers les particuliers que le bilan est le moins favorable** (solde à - 1), notamment dans le **commerce de détail et l'immobilier**. Le solde est par ailleurs **nettement négatif (- 7) pour les TPE** alors qu'il est positif pour les PME de 10 à 49 salariés ou de plus de 50 salariés.

L'industrie présente le bilan le plus contrasté avec les parts les plus élevées à la fois à la hausse et à la baisse : 44 % des entreprises en hausse et 37 % en baisse, soit un solde à + 7. Dans le BTP et le tertiaire tourné vers les entreprises, le solde est du même ordre (+ 6 et + 5) mais la part des entreprises en stabilité de chiffre d'affaires l'emporte (au-delà de 40 %). L'export ne semble pas avoir joué un rôle moteur au cours du semestre puisque, pour les entreprises exportatrices, le solde « part des entreprises en hausse de CA » - « part des entreprises en baisse » s'établit à - 1.

Conformément aux prévisions exprimées par les entreprises en début d'année, ce solde faiblement positif à + 4, tous secteurs confondus, indique un ralentissement de l'activité. Ce ralentissement est d'autant plus marqué qu'au cours du 1^{er} semestre, les prix pratiqués par les entreprises ont continué de progresser sensiblement dans le contexte inflationniste, avec la hausse du coût des intrants, de l'énergie et des salaires (voir p. 4). **38 % des TPE-PME de la région déclarent ainsi une progression de leurs tarifs supérieure à 5 % en 2023**. Il y a donc une importante dimension **d'effet prix** dans la hausse des chiffres d'affaires.

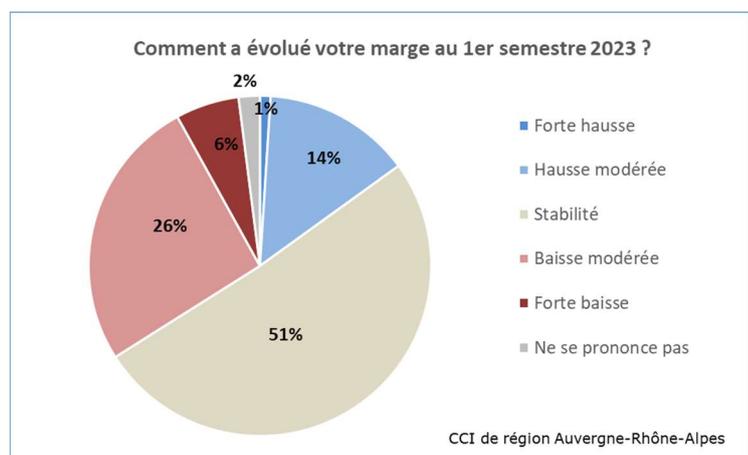
C'est dans le BTP que la part des entreprises déclarant une hausse des tarifs de plus de 5 % est la plus limitée (20 %).

Le **manque de vigueur de l'activité est un frein à leur développement pour 29% des TPE-PME**, soit un niveau relativement élevé depuis 2018 (hors périodes de confinement). Cette part a progressé de 6 points en six mois (voir p.6).

Les tensions inflationnistes continuent de peser sur les **marges des entreprises**. Alors que 39 % des TPE-PME faisaient état d'une baisse en 2022, elles sont encore environ un tiers à signaler un recul de leur marge au 1^{er} semestre 2023.

Le solde « part des entreprises en hausse de marge » - « part des entreprises en baisse de marge » **demeure nettement négatif à - 17**.

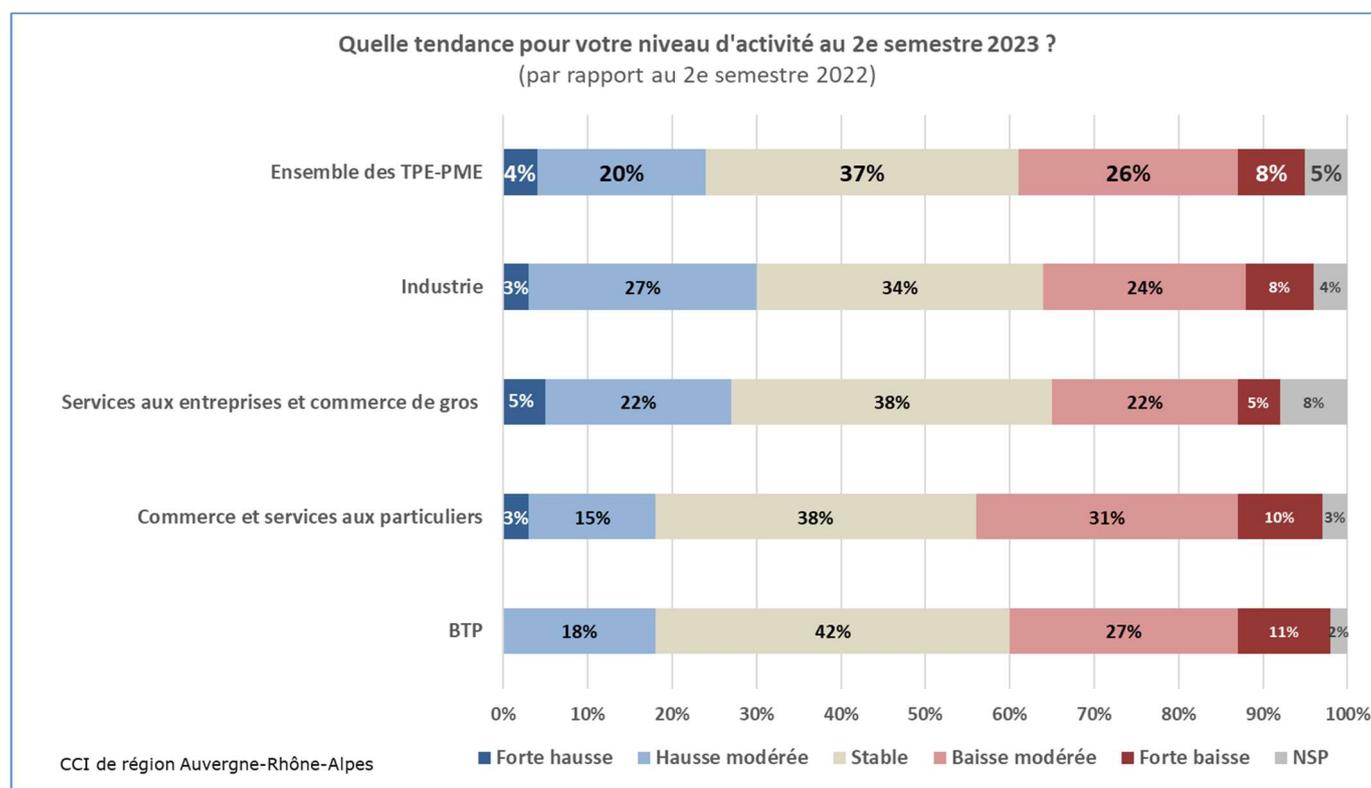
Ce semestre, c'est dans le commerce de détail et l'hébergement-restauration que le recul de la marge est le plus fréquent. La situation demeure tendue dans le BTP et le transport logistique.





L'ACTIVITÉ / Perspectives

Des perspectives personnelles d'activité toujours moroses, mais une défiance qui recule



Globalement, les perspectives d'activité des entreprises d'ici la fin de l'année sont dans le prolongement de celles qui avaient été exprimées pour le 1^{er} semestre. C'est toujours la perspective d'une **stabilité sur un an de l'activité qui l'emporte (37 % des TPE-PME)**. La part des entreprises qui s'attendent à une progression de son activité (24 %) est un peu supérieure à la situation il y a 6 mois mais la part des entreprises qui s'attendent à une baisse progresse plus fortement (+ 5 points à 34 %). Le solde « part des entreprises à la hausse » - « part des entreprises à la baisse » **reste négatif à - 10**, perdant encore quelques points. Le niveau moins élevé des entreprises qui ne se prononcent pas semble indiquer que la visibilité sur les mois à venir est un peu meilleure.

Le tertiaire tourné vers les entreprises est le secteur le mieux orienté avec un solde à l'équilibre. Le tertiaire supérieur a notamment un solde qui s'établit à + 11. Le solde est aussi quasiment à l'équilibre pour l'industrie et les entreprises exportatrices. Mais pour ces dernières, on peut noter que la perspective générale d'activité est mieux orientée que la seule activité exportatrice. L'export ne semble donc toujours pas jouer un rôle moteur pour les TPE-PME.

L'orientation est plus défavorable pour le tertiaire tourné vers les particuliers et pour le BTP, avec des soldes à respectivement - 23 et - 20.

En cohérence avec les résultats sectoriels, les **TPE apparaissent nettement moins optimistes (solde à - 16)** que les PME de 10 à 49 salariés (- 9) et que les PME de 50 salariés et plus (solde pratiquement à l'équilibre).

Si ces perspectives personnelles restent dans la lignée de celles exprimées en début d'année, on note que la perception de la situation économique générale est moins pessimiste qu'il y a six mois. Si les TPE-PME qui n'ont pas confiance dans la situation économique générale restent majoritaires (55 %), ce niveau est toutefois en recul sensible de 12 points en six mois. Cela reste toutefois un niveau élevé depuis 2017, hors période de Covid. C'est dans le **commerce de détail que le manque de confiance est le plus élevé**.

Autre signe d'un moindre pessimisme, à la différence d'il y a six mois, les TPE-PME qui considèrent que le risque de défaillances d'entreprises dans leur environnement est élevé ne sont plus majoritaires. Parmi les entreprises qui s'expriment sur ce risque, celles qui considèrent que ce dernier est élevé sont 42 % alors que 47 % ne le pensent pas. La perception du risque est la plus forte dans le commerce de gros. C'est aussi le cas de près de la moitié des entreprises dans le BTP et l'hébergement-restauration.



L'ACTIVITÉ / Les freins

Les tensions inflationnistes demeurent

Après une forte montée en début d'année, les contraintes semblent se desserrer un peu. La plupart des freins au développement des TPE-PME sont cités moins fréquemment, ce qui n'est toutefois pas le cas pour le manque de vigueur de l'activité comme cela a été vu précédemment.

La **montée des coûts reste toutefois une préoccupation forte**. La hausse des prix des intrants (matières premières, composants, prestataires...), qui frappaient près de 60 % des TPE-PME en janvier, est certes en recul de près de vingt points et se positionne maintenant au 2^e rang des freins les plus cités. Mais ce sont néanmoins **40 % des entreprises dont le développement demeure freiné par cette pression inflationniste**. Par ailleurs, la **hausse des salaires** est aussi un frein pour près d'un quart des TPE-PME, une fréquence en recul de quelques points.

Même si les prix du gaz et de l'électricité se sont repliés après les pics de l'été dernier, ils demeurent les plus souvent supérieurs aux niveaux d'avant crise. **Le coût de l'énergie (toutes énergies dont carburants) reste une problématique pour une majorité d'entreprises**. Si la part des TPE-PME qui se disent fragilisées ou menacées (21 %), est en repli de 7 points en six mois, 31 % (soit + 7 points) se disent freinées dans leur développement par le coût de l'énergie qu'elles utilisent.

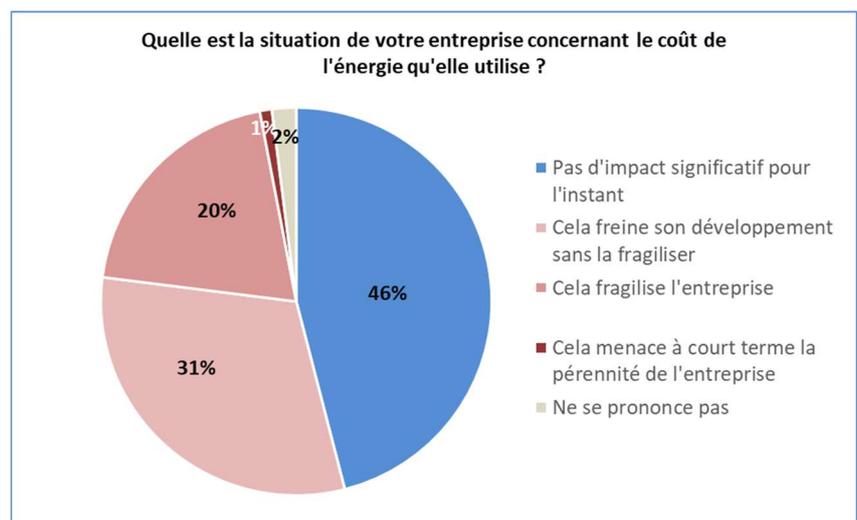
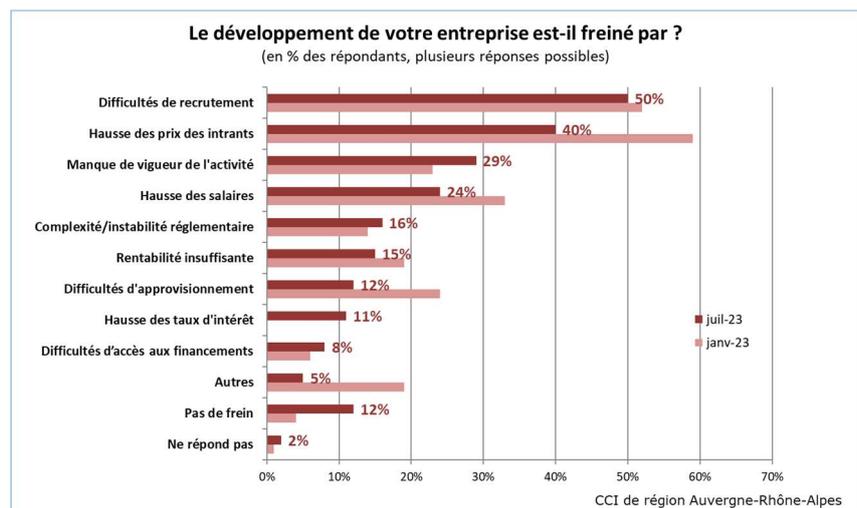
L'enquête confirme des écarts de résultats entre les entreprises impactées par une forte hausse de leur facture énergétique et celles qui ne le sont pas : + 10 points pour le niveau de difficultés de trésorerie, + 23 points pour la dégradation de la marge, - 7 points pour les perspectives de développement de l'effectif salarié, - 19 points pour les perspectives d'investissement au 2^e semestre...

Bien qu'en léger repli, les **difficultés de recrutement retrouvent leur rang de 1^{er} frein au développement**. C'est toujours dans le transport/logistique, le BTP, l'industrie et l'hébergement-restauration que le niveau de difficultés est le plus important. Elles prennent plusieurs formes : difficultés à trouver des candidats, manque de jeunes diplômés, attitude de collaborateurs vis-à-vis de la relation salariale... « *Il est déraisonnable de prévoir des investissements immobiliers dans un contexte où nous n'arrivons pas à augmenter notre effectif* » (une TPE des IAA du Cantal). « *Augmenter les effectifs de diplômés du numérique... sinon toute l'activité va partir dans des pays étrangers faute de travailleurs formés et compétents* » (une TPE du numérique de l'Isère).

Les difficultés d'approvisionnement sont moins fortes (- 12 points). L'augmentation des stocks est d'ailleurs une cause de difficultés de trésorerie en recul assez sensible.

La **hausse des taux d'intérêt**, item soumis pour la 1^{ère} fois, est retenue par **11 % des TPE-PME**. C'est dans le BTP et le transport/logistique que ce frein est le plus cité.

La **difficulté d'accès aux financements** bancaires est citée par 8% des TPE-PME. Bien que limitée, ce niveau apparaît assez haut dans la série des enquêtes depuis 2017.



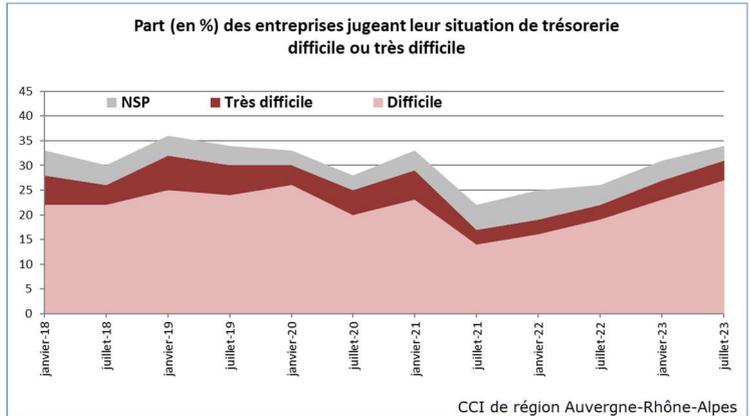


LA TRESORERIE

En juillet, **31 % des TPE-PME** jugeaient leur situation de trésorerie difficile ou très difficile, soit **+ 4 points** en six mois et **+ 9 points** en un an. Le niveau de difficultés de la période précédant le Covid est retrouvé. La part des situations très difficiles reste toutefois un peu moindre.

En cohérence avec le ralentissement de l'activité, **l'insuffisance de chiffre d'affaires est la cause de difficultés qui progresse le plus et qui retrouve le 1^{er} rang**. Elle est une explication des difficultés pour plus d'une entreprise sur deux.

Vient ensuite l'explication par un **problème de marge sur les ventes**, en recul de 10 points cependant. L'évocation du remboursement d'un PGE est aussi moins fréquemment citée.



L'EMPLOI

La tendance reste bien orientée

Au cours du 1^{er} semestre, les TPE-PME ont été plus nombreuses qu'en 2022 à stabiliser leur effectif salarié permanent : ainsi, 66 % des entreprises avaient en juillet un effectif stable par rapport au début de l'année alors que sur 2022 elles étaient 61 % dans ce cas.

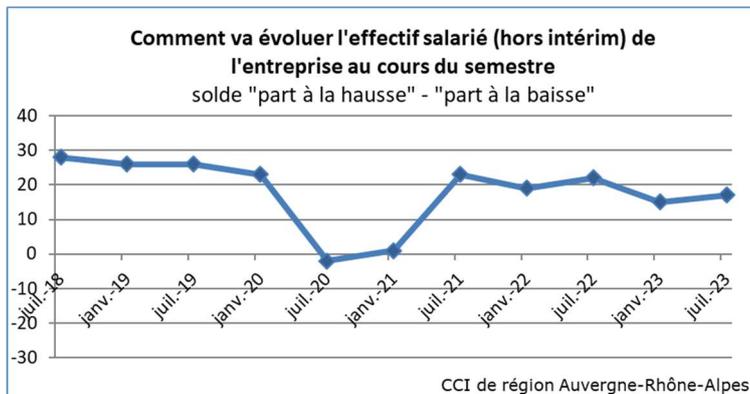
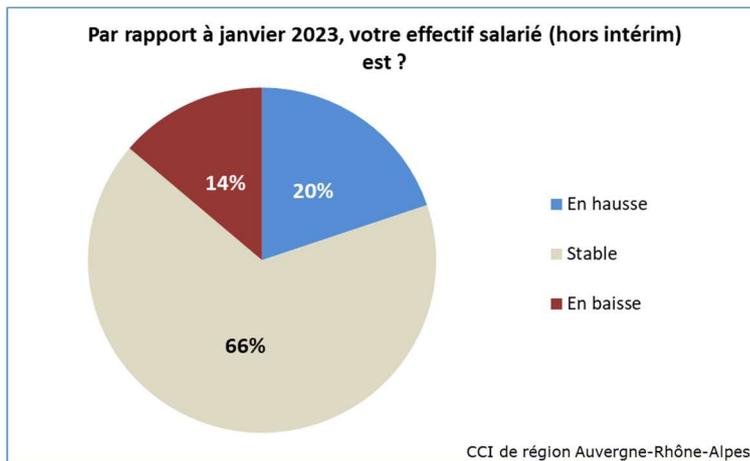
Néanmoins, la **tendance est restée au développement des effectifs** puisque les TPE-PME ayant augmenté leur effectif au cours du semestre restent plus nombreuses que celles qui l'ont réduit. Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » s'inscrit ainsi à + 6, soit du même ordre qu'en 2022.

Au plan sectoriel, c'est dans le tertiaire tourné vers les entreprises que les TPE-PME sont les plus nombreuses à avoir accru leur effectif, notamment dans le tertiaire supérieur et le transport/logistique. En revanche, le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » est légèrement négatif dans le BTP.

L'orientation reste favorable pour les prochains mois. 2/3 des TPE-PME prévoient une stabilité de leur effectif salarié permanent d'ici la fin de l'année.

Pour les autres, **celles qui prévoient d'accroître leur effectif sont toujours nettement plus nombreuses que celles qui entendent le réduire**.

La tendance est **nettement à la hausse dans le numérique et le transport/logistique**. En revanche, la tendance est **à la baisse dans le tertiaire dédié aux particuliers**.





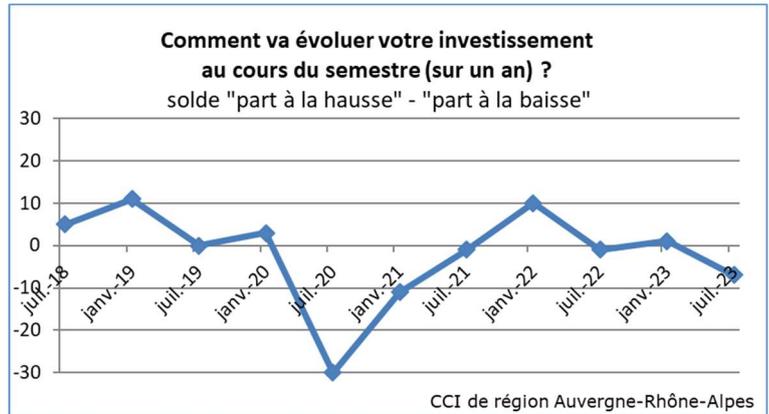
INVESTISSEMENT ET PROJETS

Perspectives d'investissement timides

Il n'y a pas eu de nouvelle progression, au 1^{er} semestre, du nombre de TPE-PME ayant renoncé en tout ou partie à des investissements prévus. 22 % des entreprises sont dans ce cas, soit la même proportion qu'en 2022.

Les causes du renoncement à ces projets sont principalement le **ralentissement de l'activité et de moindres capacités de financement**. Même si cela est moins fréquent, il y a aussi toujours des renoncements liés à des obstacles aux projets (attente d'équipement, manque de disponibilité des maîtres d'œuvre, recrutements non réalisés...).

Les **perspectives d'investissement pour le semestre à venir connaissent une dégradation**.



Majoritairement (57 %), les TPE-PME annoncent un niveau d'investissement stable sur un an. Mais, quand ce niveau d'investissement est annoncé en variation, c'est plus fréquemment à la baisse qu'à la hausse, avec un solde qui s'établit à - 7. C'est notamment le cas dans le BTP et le commerce de détail. Le transport/logistique pourrait jouer un rôle moins moteur.

En termes de **projets de développement**, les TPE-PME de la région restent fortement tournées vers le **développement commercial en France**. C'est le premier levier de développement, cité par 42 % des entreprises (+ 4 points, après + 6 points il y a six mois). C'est fréquemment le cas pour les commerces de gros/transport/logistique ou l'industrie. Pour cette dernière, la conquête de nouveaux marchés en France (57 % des entreprises) est plus fréquente que celle de nouveaux marchés à l'international (30 %). On constate que c'est aussi le cas pour les entreprises déjà exportatrices : 48 % misent sur la conquête de nouveaux marchés en France et 34 % à l'international.

Autre levier de développement qui s'affirme, la **modernisation de l'entreprise**, avec 30 % des TPE-PME qui le citent, soit un point haut de ces dernières années.

Dans le contexte de prix élevés de l'énergie, on constate que les deux motivations les plus fréquentes des actions des TPE-PME, en matière de développement durable, sont la conviction personnelle (57 %) puis la maîtrise des coûts (50 %).



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête semestrielle réalisée en juillet-août 2023 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 372 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la Direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer vos attentes, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

/rubrique Economie et Territoire